



# Actes du colloque

## Loi d'expérimentation

### "Territoires zéro chômeur de longue durée"

Depuis plus de trois ans, le mouvement ATD Quart Monde travaille au projet d'expérimenter sur des territoires, la création d'entreprises conventionnées, dont l'objectif sera de proposer un emploi à toutes les personnes qui en sont durablement privées.

Cinq territoires sont d'ores et déjà engagés depuis plusieurs mois dans l'expérimentation.

Sur le plan national, notre organisation est rejointe par d'autres grands mouvements citoyens que sont Emmaüs, le Pacte civique et le Secours Catholique, à l'heure même où le groupe parlementaire majoritaire, à l'initiative de Laurent Grandguillaume, apporte son soutien par le dépôt d'une proposition de loi d'expérimentation.

Nous vous proposons une journée de colloque avec des personnalités issues des milieux des partenaires sociaux, des associations, et de la haute administration publique, pour présenter et débattre sur :

- le projet d'expérimentation,
- le texte de la proposition de loi,
- les avancées de l'expérimentation sur les territoires.

*En partenariat avec :*



*et le concours de :*



Coordinateur : Patrick Valentin, responsable du projet d'expérimentation à  
ATD Quart Monde

Site internet pour la retransmission du colloque (en plusieurs parties)  
<https://www.youtube.com/watch?v=Wy9reprTB04>

Contact : [unemploiundroit@atd-quartmonde.org](mailto:unemploiundroit@atd-quartmonde.org)

Remerciements :

A Laurent Grandguillaume et Marie Lombard pour leur accueil à  
l'Assemblée nationale,  
A Denys Cordonnier pour son animation remarquable  
A Bernard Vandebunder pour la précision de ses notes  
A François Phliponeau pour la qualité de ses photos



Salle Colbert – Assemblée nationale – le 15 sept 2015

## 9h45 – Ouverture

**Claire Hédon**, Présidente d'ATD Quart Monde.



**Claire Hédon**

Aujourd'hui la question du travail est un enjeu de société, et au cœur des préoccupations du Mouvement ATD Quart Monde : « N'oublier personne ! Tout le monde est employable, si les conditions de l'emploi sont adaptées ».

Des combats comme la CMU-C et le DALO ont été menés avec succès par des plaidoyers au sein des institutions. Les personnes pauvres doivent avoir accès aux mêmes droits que nous. Notre stratégie s'appuie sur des expérimentations de terrains construites avec les plus pauvres.

Travaillons ensemble sur les territoires, élus, partenaires sociaux ... Vous nous aidez à améliorer ce projet. Ensemble améliorons la cohésion sociale ...

Les conditions de réussite de ce projet de loi afin que tout le monde puisse y gagner :

- Partir des besoins et des souhaits des plus exclus, avec les chômeurs de longue durée ; agir avec les personnes et non pour elles.
- Travailler tous ensemble (élus, partenaires sociaux, entreprises, etc).

**Laurent Grandguillaume**, député de la Côte d'Or, porteur de la proposition de loi



**Laurent Grandguillaume**

J'ai été séduit par cette idée d'expérimentation, parce que nous sommes attachés à l'économie sociale et solidaire, parce que nous essayons de mettre l'humain au cœur *de l'économie...*

Ça a été compliqué de déposer cette proposition de loi, parce qu'on bouscule l'ordre établi.

On a eu le soutien de Claude Bartolone, du Président de la République ... Le Conseil d'Etat sera saisi cette semaine, il donnera son avis avant que le débat sur cette proposition de loi s'engage vers le 23 novembre. Vous pouvez compter sur ma ténacité.

Nous veillerons à ce que cette expérimentation soit appliquée. Tout n'a pas été essayé pour lutter contre le chômage de longue durée ... On fait un point tous les 15 jours, je me déplacerai dans différentes régions pour expliquer cette proposition de loi (Bourgogne, Limousin, Languedoc Roussillon), pour rencontrer les acteurs de terrain et avancer avec eux. C'est une démocratie de l'action, au plus proche de ceux qui sont exclus. Je crois dans l'idéal : comme disait Jean Jaurès « le courage, c'est d'aller vers l'idéal et de comprendre le réel » ... et il disait encore « il faut lutter contre le mensonge ». Tous sont porteurs de la dignité humaine.

Je souhaite que ce projet d'intérêt général mobilise tous les députés, quelque soit leur groupe.

### 10h00 - De l'initiative d'ATD Quart Monde à la proposition de loi : quels contenus ?



Didier Goubert

Michel de Virville

**Didier Goubert** (directeur de l'entreprise TAE et membre d'ATD Quart Monde) :

Ce projet a mûri et a été réfléchi durant plusieurs années. Chacun est amené à apprendre quelque chose dans ce projet.

Cette démarche repose sur 4 constats

1. L'indignation de voir toutes ces personnes privées d'emploi, cause d'exclusion. C'est inadmissible, parce que c'est un refus de reconnaître la contribution de chacun
2. La privation d'emploi est un gâchis économique. Un constat : depuis 30 ans, les politiques publiques ne résolvent pas la crise. Le nombre de chômeurs augmente. On parle des « surnuméraires », de quelques millions de personnes dont on se dit que si elles n'étaient pas là, *ça ne changera pas grand chose* ...
3. L'argent public est mal employé et rend frileux les politiques publiques à investir dans des projets innovants et originaux. Il y a des quantités de choses qui ne sont pas faites alors qu'elles pourraient améliorer la société.
4. Un raisonnement de bon sens. La privation d'emploi est un gâchis économique. On se prive d'une production possible. Le coût de soulagement de la misère est lourd ; c'est de l'argent qui pourrait être employé à *combattre* la misère. Les politiques publiques engendrent l'assistanat, qui alimente la misère, au lieu de mettre à profit des fonds qui permettraient à des projets de changer véritablement la situation ;

Comment faire quelque chose de plus intelligent ?

Les solutions proposées pour y remédier consistent à créer un vrai projet de société local, ancré sur le territoire, en reliant les activités aux personnes à travers :

- La création d'entreprises conventionnées à but d'emploi (de façon à ce que chacun soit garanti d'un poste de travail) ; leur service est de créer des emplois sur un territoire, pour que chacun puisse travailler dans des conditions dignes. Le financement de ces entreprises se fera par la réallocation des dépenses et par leur production
- S'assurer que ces entreprises ne soient pas compétitives vis-à-vis des autres présentes sur le même territoire ; il faut le faire sur des territoires locaux où les gens peuvent se connaître. Il faut que le nombre de personnes recrutées n'augmente pas plus vite que le chômage.
- Une expérimentation vécue sur 5 ans.

**Michel de Virville**, (Cour des Comptes, et conseiller auprès d'ATD Quart Monde, sur ce projet d'expérimentation)

Vous m'avez décrit comme un « opposant de l'intérieur ». J'ai décidé de prendre part à cette expérimentation. J'y suis engagé mais je garde un fort esprit critique. Quand on m'a parlé du projet, je ne le croyais pas possible. Voilà 4 objections.

- Si les emplois partiellement subventionnés se développent au dépend des emplois du marché du travail, ça ne sert à rien.
- Si on prend en charge des gens qui auraient trouvé un emploi tout seul, ça ne sert à rien
- Financer des activités réellement utiles à l'activité du territoire ;
- Ne pas « enfermer » les personnes dans un statut : possibilités d'évolution au sein de l'entreprise, voire au-delà.

Il n'est pas possible de répondre à ces 4 objections, ni d'éliminer le risque. C'est une expérimentation. C'est un problème très global de la politique de l'emploi.

On prend conscience qu'il faut raisonner localement et pragmatiquement. Il faut répondre à ces objections sur le terrain, non par des réglementations, mais avec des équipes techniquement compétentes et « politiquement » légitimes (vis-à-vis des entreprises).

Il faut avec ténacité et énergie répondre sur le terrain aux 4 objections. On commence par les personnes ! Une équipe nationale doit vérifier que les conditions sont réunies sur le terrain, de faire le coaching des équipes sur le terrain.

On ne dépensera pas plus d'argent qu'on n'économise de coûts pour les finances publiques.

Si la première expérimentation est efficace sur 10 territoires, une seconde expérimentation concernera 100 territoires. On changera d'échelle. Après cela, « on ne généralisera » pas par obligation. Il faudra donner aux lieux où il y a la volonté et la compétence la possibilité de le faire.

La science, c'est une théorie qu'on cherche à mettre à l'épreuve de la réalité.

## 10h30 - PREMIERE TABLE RONDE

**Pourquoi soutenir cette proposition de loi ? Quels sont les bienfaits attendus ?  
Comment traiter les points délicats pour réussir ?**



**Denys Cordonnier** (animateur, membre d'ATD Quart Monde) donne la parole à la salle pour qu'elle se présente. Afin de mettre en lumière la diversité de provenance et d'action des participants (il demande successivement que se lèvent : ceux qui ne sont pas venus de l'Ile de France, les élus, ceux qui travaillent sur l'emploi, ceux qui ont connu le chômage de longue durée, ceux qui se reconnaissent dans l'économie sociale et solidaire, ceux qui font partie d'ATD, ceux qui ont moins de 35 ans,...

Denys Cordonnier présente en un mot les intervenants de la table ronde et leur demande « Pourquoi soutenez-vous cette expérimentation ? »

**Chantal Gautier**, (Mouvement national des chômeurs et les précaires).

Qui ne connaît pas le chômage n'a pas connu cette souffrance. Cette catastrophe énorme occasionne tout un tas de soucis qui empêchent la personne d'avancer. J'ai vécu, il y a 30 ans, le chômage. Au sein des maisons de chômeurs, qui maintiennent le lien social, toute initiative qui permet la valorisation de personnes en perdition (plus le chômage est long, plus vous vous cassez la gueule). Il faut un petit coup de pouce et je l'ai eu à SNC ; j'ai pu créer une maison de chômeurs, et créer 22 emplois ; chaque demandeur est porteur d'un savoir-faire à valoriser. Attention, il faut des garde-fous !...

**Agnès Naton** (Confédération Générale du Travail).

Ce qui me mobilise, c'est de redonner le pouvoir aux personnes, aux territoires où il y a la vraie vie. Il n'y a pas de problèmes, il y a des solutions. Il faut bousculer des choses, être tenace et opiniâtre, garder l'ambition, les valeurs, les repères. Partir des besoins, faire avec les personnes. Ce projet est une grande chance pour les personnes qui vivent le chômage.

Il y a la nécessité d'élaborer un diagnostic territorial qui prenne en compte le contexte politique, économique et social et auquel les entreprises participent. Importance de prendre en

compte les problèmes et les attentes personnels en prévoyant un accompagnement multidisciplinaire à travers la formation et la préparation à l'emploi.

Il faudra s'arrêter pour évaluer ce que nous avons fait ; avec la mise en garde devant le risque d'évaluer uniquement quantitativement les résultats du projet.

Je trouve extra que ce soit ATD qui porte ce projet. Jusqu'ici, c'était les syndicalistes qui portaient ce souci du chômage. Aujourd'hui, il faut que tous nous nous mobilisions, dans une démarche collective qui doit s'inscrire dans la durée ; il existe des risques qui pourraient survenir liés aux pressions extérieures sur la baisse du chômage dans des délais qui ne sont pas adaptés à la démarche.

Ce sont tous ces points qui scellent notre engagement et nous permettra de réussir.



Claude Gorges, Chantal Gautier, Agnès Naton, J.F Connan

**Claude Gorges** (Pôle emploi, responsable des partenariats),

Notre DG s'est engagé et a proposé que Pôle Emploi participe à l'évaluation de ce projet. L'idée d'expérimentation est importante et intéressante. Nous en avons l'expérience. Nous avons ainsi décidé de développer des conseillers spécialisés entreprises. Nous avons travaillé sur le contrôle de la recherche d'emploi ; accompagnement et contrôle par des conseillers. Nous donnons de la marge de manœuvre au local.

Vous connaissez les chiffres. Les plans contre le chômage n'ont pas réussi (14 mois de chômage en moyenne). On ne peut pas se résoudre à penser qu'on a tout essayé.

Nous faisons le pari de l'intelligence des territoires. C'est la 3<sup>ème</sup> raison pour laquelle nous soutenons ce projet.

J'affirme qu'une des principales conditions de réussite du projet est la transparence et l'honnêteté entre tous les partenaires.

Il va falloir faire en sorte que l'entreprise ne se renferme pas sur elle-même, mais au contraire qu'elle doit favoriser l'échange constant avec l'extérieur. Éviter le risque que les personnes im-

pliquées dans le projet soient isolées de l'extérieur. Par ailleurs, attention de ne pas exagérer l'ambition et vouloir répondre à toutes les problématiques en faisant tout dans tout.



**Jean-Baptiste de Foucauld** (Pacte Civique, SNC)

La création de Solidarité Nouvelles contre le Chômage a été un acte simple qui a produit des effets il y a longtemps. Je pense à tous les actes qu'on aurait pu faire et qu'on n'a pas faits.

Il y a une injustice passive. Je ne me suis jamais résigné au chômage de longue durée.

C'est un mal radical qu'il faut prendre à bras de corps par l'implication. Il n'y a pas de fatalité du chômage ; il faut résoudre ce problème français. Les politiques manquent de souffle. Donner un emploi de qualité pour tous à temps choisi doit être une priorité. Il faut changer de regard, de méthode et d'échelle.

Changer de regard : nous sommes tous responsables de l'emploi des autres. Changer de méthode, c'est expérimenter à partir du terrain en donnant de l'initiative aux acteurs. Changer d'échelle, c'est partir du terrain. Comprendre, agir et innover. Il y a plus de marge qu'on ne croit pour agir.

**Jean-François Connan** (direction de la responsabilité et de l'innovation sociale d'ADECCO, Vice président du MEDEF).

Le chômage est un fléau dont on peut sortir. L'activation des dépenses passives, c'est important. Je crois au modèle d'entreprenariat local ; même si ce qui vient de haut doit cadrer. Je suis dans une grande entreprise, et patron d'une entreprise d'insertion ... C'est difficile de faire bouger les lignes, parce qu'on défend souvent son pré carré ; mais c'est une nécessité car le marché est agressif.

**Denys Cordonnier**

Quels sont les points délicats, les choses pas évidentes ? On évoquera ici 5 pistes.

## **1. Prendre en compte le vécu des chômeurs. Comment faire en sorte que personne ne soit laissé de côté ?**



**Claude Gorges, Chantal Gautier**

Claude Gorges (Pôle emploi). On a conçu des contrats aidés (un poste, et on y met un candidat). Ici, c'est l'inverse. Le candidat définit ce qu'il veut faire. Ça marche, les personnes retrouvent très vite leur dignité et on s'est trouvé confronté à la demande d'augmentation du nombre de travail. Nous avons dû alors refaire beaucoup de contrats. Les personnes ont trouvé ce renversement de modèle intéressant.

Jean-Baptiste de Foucauld. Nous avons découvert à SNC le caractère dépressif du chômeur. Le découragement n'est pas compris par la société qui préfère juger plutôt qu'aider. Nous avons fourni un espace d'écoute sans qu'il y ait d'enjeu, pour pouvoir réfléchir, sans critère d'efficacité ; ça permet de sortir du découragement. Cette expérience libère la parole. Elle répond à un besoin très profond. La solitude des chômeurs sur cette question du chômage est effrayante. Les élites politiques n'ont jamais compris l'importance de l'accompagnement. Nous disons « pas de prestation sans relation »

Interventions dans la salle :

- le directeur de la revue Partage. Nous sommes dans un projet positif. Les 200 personnes que Pôle Emploi a prévues pour contrôler seraient plus utiles pour accompagner ! Il y a des mots comme « Insertion » qui pèsent lourd ; une personne éjectée du monde du travail n'est pas pour autant non insérée.

- J'ai été salariée pendant 25 ans. Je fête ma 1<sup>ère</sup> année de chômage ; je suis obligée de me faire coacher à mes frais tous les quinze jours, sinon je ne tiendrai pas. ... Je vais devoir créer ma propre structure ... J'ai encore 15 ans devant moi ...



- Je travaille avec des centres de formation qui concernent les travailleurs handicapés. Il ne faut pas les oublier. Je côtoie des gens qui ont perdu l'estime d'elles mêmes.

- J'accompagne en tant qu'élue des salariés dans les éco recycleries. Est-ce qu'on peut faire des vrais bilans de compétences gratuits ? Le CV ne sert pas à grand-chose. Il enferme sur le passé, sans tenir compte des compétences. Dans le regard des recruteurs, les personnes au chômage apparaissent comme une menace (elles sont parfois bien formées ...) Comment on organise le soutien ?

## 2. Les synergies territoriales

**Denys Cordonnier.** « Il faut travailler ensemble » ; on entend cela tout le temps. Il y a des endroits où ça ne se passe pas ainsi, et des endroits où ça se passe bien. Pourquoi ?

Agnès Naton (CGT). Quand j'ai lu vos projets, je me suis rapproché des équipes CGT dans les territoires où il y a ces expérimentations ; aucun n'en avait entendu parler ! Il y a donc du progrès à faire. On ne changera rien si les acteurs ne se mobilisent pas ensemble. Il faut prendre le temps de faire les connections, pour que les acteurs se connaissent et parlent de la vraie vie, du même langage. Il y a tout à faire. Il faudra associer les personnes et cela, ça bouscule ; il faudra entendre les personnes en situation d'exclusion et cela, c'est difficile ! Il faut élaborer un projet avec des objectifs atteignables. Dans le diagnostic, il y a les besoins des territoires et les besoins des personnes.

Jean-Baptiste de Foucauld (SNC). Ce qui me fait peur dans cette expérience, c'est le risque d'usine à gaz. Le plus important, c'est l'esprit qui va animer cette expérience, retrouver le sens du travail comme réalisation de soi. Il y a un fatalisme ; créer du travail pour tous, ce n'est pas gratifiant alors que ça l'est ! L'expérience ne marchera que si ce sentiment est diffusé dans les territoires.

Interventions de la salle :

- Un élu de la Nièvre. Quand on est politique, la confiance et l'amitié entre les personnes sont importantes. Il faut des échanges d'humilité, de co construction. Il y a la question du désir ; il faut voir comment apporter quelque chose, aller sur l'humanité dans le terrain. Le potentiel commun se fait par la somme des potentiels individuels. Il faut faire confiance pour prendre en compte ce que l'autre peut apporter



- Mission régionale d'information sur l'exclusion en Rhône Alpes. On a travaillé avec un groupe de chefs d'entreprises moyennes ; quand ils ont pu créer du travail, ils sont fiers d'eux. On crée de nouveaux espaces d'innovation sociale. Comment ne pas rester dans l'entre soi. L'innovation sociale n'est pas uniquement dans le projet ; mais aussi dans ce qu'il va développer sur les territoires !

- Le directeur d'une structure d'insertion. Quelle est la méthodologie pour faire travailler ensembles une mairie PS, et un conseil départemental de droite ?

Le Vice Président du département d'Ile et Vilaine prend la parole pour expliquer qu'il travaille avec un maire concurrent dans les élections (présent dans la salle) ; mais « on a gagné ensemble parce que le territoire est totalement mobilisé, par delà les clivages, pour avancer vers l'expérimentation »

- Il faut penser la question du portage ; il y a du collectif, mais il faut un pilote !

Il y a beaucoup d'instances locales sensées coordonner. Peut-on essayer de simplifier les structures à l'occasion de ces expérimentations. Il faudra un peu bousculer les choses.

Simplifier, c'est parfois compliquer. Il y a des maisons de l'emploi et c'est peut être un bon outil. Il faut arrêter de dénigrer ce qui existe.

Je travaille pour une maison de l'emploi à Pipriac et je confirme.

### 3. La création d'emplois

**Denys Cordonnier.** Le projet ne verra le jour que s'il y a 7 à 8% d'emplois en plus. On veut partir des besoins, entreprises classiques, conventionnées ...

Jean Baptiste de Foucauld : Il faut faire émerger des emplois en nombre plus important. Aucune source de création et de partage d'emploi ne doit être négligée. Ce projet invente un nouveau mode de création d'emploi. On n'a pas assez travaillé sur le contrat aidé ; ici on invente une création collective. Tous les instruments mis en place devront travailler plus collectivement. C'est intéressant ! Passer d'une démarche cartographique à une synergie d'outils.

Chantal Gautier (Chômeurs et Précaires). Il faudra puiser dans des emplois nouveaux. Il y a du travail, il n'y a pas d'emplois. Faire un chemin de randonnée, ça demande du travail ... Ces entreprises auront besoin de l'aide de l'Etat. Si l'aide diminue, il faudra compenser par de la rentabilité...



Jean François Connan

Jean François Connan (MEDEF). Sur la notion de concurrence et solvabilité de marché. C'est compliqué. Il y a des segments de l'ESS qui sont devenues solvables (le recyclage) et sont passées dans le secteur commercial classique.

On parle de création d'emploi temporaire ; on est dans des dispositifs de flux. Il faut permettre aux personnes de sortir de ces entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Je veux faire remarquer que la formation est absente du projet. Les écoles de production récupéraient les enfants qui ont lâché l'école ; les entreprises doivent être pédagogiques... Il faut penser les emplois non seulement par le marché, mais par leur contenu.

Il y a une érosion continue des emplois salariaux classiques. 30% des américains sont hors de ces emplois classiques. Il y a des besoins non satisfaits parce que non rentables (moral, environnement, migrants...). L'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire sont sur ces problématiques... Comment transformer ces besoins en emplois ? Cela ne peut venir que de la société civile, des espaces de proximité. Ca implique des rapports au travail plus collaboratifs, moins hiérarchiques ...

Jean-Baptiste de Foucauld (SNC). Je n'ai pas vu dans le projet l'hypothèse selon laquelle les entreprises locales fassent un peu de place à des gens sans emploi en se serrant un peu. En France, à la différence des autres pays de l'Europe, les salaires ont augmenté de 5% ; si cette augmentation avait contribué à la création d'emplois à la marge, on aurait pu accueillir plus de monde.

Interventions de la salle :

- Est-ce que le marché de l'emploi local est prêt à se serrer un peu pour faire de la place pour créer des emplois ?
- On rappelle l'importance du CDI qui donne une perspective d'avenir.
- Comment s'assurer de ne pas entrer en concurrence avec le marché de l'emploi ?
- Comment se fera l'accompagnement ?
- Comment sera pensée la hiérarchie au sein de l'entreprise ?

## 4 La responsabilité des entreprises classiques

**Denys Cordonnier.** L'économie fonctionne déjà dans les territoires. Le projet imagine un outil supplémentaire. Il représente une possibilité nouvelle. Comment décliner astucieusement l'articulation entre responsabilités.

Agnès Naton (CGT). Le projet est une démarche collective. Il faut recenser les nouveaux besoins d'emploi et valoriser ceux qui existent déjà. Les entreprises doivent pouvoir participer à l'élaboration du diagnostic territorial. Il sera important de mieux préciser les objectifs des entreprises conventionnées dans le projet. Le projet doit pouvoir prendre en compte les problèmes personnels qui peuvent être un frein à l'emploi. Il faudra penser à un accompagnement multidisciplinaire.

La question du temps est à réfléchir. Il y a le risque d'une pression pour que le projet fasse diminuer le chômage et qu'on glisse vers du quantitatif plutôt que de demeurer dans le qualitatif.

Claude Gorges (Pôle emploi). Complémentarité et non concurrence. Il y a un vrai travail d'accompagnement à faire. L'objectif est l'employabilité. Ce qui me paraît important, c'est le projet professionnel. Qu'est ce que j'ai envie de faire ? On perd moins les compétences quand on est en activité ! Il y a beaucoup de demandeurs d'emplois de longue durée qui ont des travaux occasionnels. Qu'est ce qu'on en fait ?

La responsabilité sociale des entreprises, c'est de payer les salariés à la fin du mois. Ces entreprises d'un nouveau type devraient permettre de préparer des gens à un environnement de travail. Créer la confiance, c'est pas évident. Les motivations des entrepreneurs sont multiples. Le marché est très tendu, très agressif et ce n'est pas facile de prendre du temps.

Interventions de la salle :

- Alexandre Bonjour, délégué général d'Emmaüs France. « La loi de l'offre et de la demande, c'est la loi du plus fort, la loi des brigands » disait l'Abbé Pierre. La concurrence est très forte, y compris dans le recyclage et l'ESS écrème de plus en plus. Ce projet devrait nous aider à retrouver du sens avec tous, y compris avec les entreprises qui ont adhéré au projet. Ce projet va nous aider à retrouver nos valeurs.

- Un intervenant de Mauléon. Ce projet pose la question de l'emploi et de l'activité. Le travail est ce une activité qui permet à chacun d'être utile ? Quand on est bénévole, est ce que ça mérite une rémunération ? Ce projet a un bel avenir « Ils ont réussi parce qu'ils ne savaient pas que c'était impossible ».

- Annie Berger de Basse Normandie. L'intérêt majeur de ce projet, c'est de partir du fait qu'il y a du travail pour tous dans nos sociétés. Il faut le déboucher. C'est la première étape à travailler, y compris avec les chômeurs de longue durée. Tout le monde vivra mieux si ce travail de qualité est réalisé. Il n'y a pas de raison que les gens n'y restent pas, si ces travaux sont utiles. Il faut revenir sur l'expérience des premières régies de quartier

-Nous avons interviewé Louis Gallois ; il est très favorable à ce projet. Quel sera le rôle de la FNARS (Centres d'hébergement et de réinsertion sociale). Est-ce qu'il ne faudrait pas se poser aussi la question de la signification du travail dans la société.

- Une intervenante de Dijon. En tant que SIAE (structure d'intervention par l'activité économique), on est passé de 33% à 13% de soutien public. On recrute aujourd'hui des chômeurs les plus proches de l'emploi et nous dénonçons cette situation. Quel encadrement pour ces entreprises, quel modèle économique. Vous posez les bonnes questions sans avoir forcément les réponses.

-On ne gagne que les combats que l'on mène ! Est-ce qu'on reste toute sa vie dans un emploi conventionné. Quel emploi peut-on créer pour les cadres ? Soyons vigilants sur l'accompagnement lors de la reprise des emplois, sur la façon dont les fonds publics vont être affectés à la création d'emplois, sur la façon dont le fonds va être alimenté (il ne faut pas qu'il pénalise d'autres aspects de la protection sociale).

Il y aura un comité de suivi, pour s'assurer notamment que les décrets d'application de la loi sont bien rédigés

## 5. La régulation territoriale.

**Denys Cordonnier.** C'est sur le terrain que ça se joue. Réfléchissons pour mieux agir, agissons pour mieux réfléchir. Comment se font les arbitrages sur le terrain ?

### Jean-Baptiste de Foucauld

Ce projet est ambitieux puisqu'il s'agit de créer des CDI. Il faut qu'il y ait des possibilités de sortie. Il faut atténuer la réserve des entreprises vis-à-vis des chômeurs de longue durée. Le marché du travail est irrationnel. On a moins sa 2<sup>ème</sup> chance en France, qu'aux USA. L'entreprise conventionnée est elle d'un genre nouveau ?

### Jean-François Connan :

Les porteurs du projet doivent aussi être porteurs de sa régulation. Les modèles et outils choisis seront déterminants.

## Conclusion de la matinée



Véronique Fayet, Présidente du Secours Catholique.

Pourquoi nous engageons nous ? J'ai eu un cheminement assez long avec ATD. Je pense aujourd'hui à René qui se vivait comme un travailleur alors qu'il n'avait que des petits boulots... J'ai été aussi élue et je crois à l'intérêt de la création d'une coalition territoriale basée sur la confiance.

J'aime cette idée d'expérimentation et je voudrais que les parlementaires soient garants de cette expérience, de cette expérience modeste. Nous nous engageons parce que c'est dans l'ADN du Secours Catholique.

Je cite un révolutionnaire argentin : « Disons ensemble avec notre cœur : aucune famille sans logement, aucun paysan sans terre, aucun travailleur sans droits, aucune personne sans la dignité que donne le travail. », Vous avez reconnu le Pape François. Notre slogan au Secours Catholique c'est « ensemble construisons un monde juste et fraternel ». La fraternité sera le bonus de ce projet Territoires zéro chômeur de longue durée. Ce qu'on va faire ensemble va faire du lien !

Je souhaite qu'on ne dise plus le projet d'ATD, mais notre projet, celui du SNC, de la CGT...

### 13h50 - Réflexions et questionnements des participants au colloque

Patrick Valentin, Responsable du Projet à ATD : J'ai oublié de vous dire que ce travail a été rendu possible par des fondations, parmi lesquelles la Fondation de France et la Fondation Eiffage

### 14h15 - SECONDE TABLE RONDE

#### Comment se passe l'action sur les territoires expérimentaux ?

#### Premiers éléments d'évaluation, perspectives.

En dialogue avec la salle et avec des acteurs des territoires engagés dans l'expérimentation:

*Elus, chef de projets, entrepreneurs, syndicalistes, chercheurs d'emploi.*

Animation Denys Cordonnier

La discussion de cette après midi porte sur ce qui a déjà démarré, la phase d'ingénierie. Auparavant les participant(e)s au colloque sont invité(e)s à se grouper par 3 ou 4 et à écrire sur un papier ce qu'ils souhaiteraient approfondir. Une dizaine de papiers seront lus, et l'ensemble sera classé pour alimenter la seconde partie de la table ronde.

Ces territoires engagés dans l'expérimentation sont le grand Mauléon, Pipriac/St Ganton, la communauté de communes du Pays de Colombey les Belles et du Sud Toulousain, le territoire de

la communauté de communes entre Nièvres et forêts associée à la commune de Chateauneuf val de Bargis, la commune de Jouques.



Sylvianne Rouffiac, Philippe Parmentier, Nicolas Cottais

Participent à la table ronde 6 chercheurs d'emploi, Philippe Parmentier président de la communauté de communes Pays de Colombey, Nicolas Cottais artisan commerçant et président de l'Union locale des commerçants de Pipriac, Sylvianne Rouffiac, chef du projet dans la Nièvre.

Denys Cordonnier : « Pourquoi vous êtes vous lancés dans ce projet d'expérimentation ? »

Philippe Parmentier. Notre communauté est un territoire rural avec peu de moyens en Lorraine : 11 500 habitants, la plus grosse entreprise emploie 80 personnes. On a déjà des expériences avec des chantiers d'insertion d'accompagnement des demandeurs d'emploi. Chez nous le chômage a explosé de 130 en 2007 à 500 demandeurs d'emploi longue durée aujourd'hui. Pas de transport en commun ; on cumule des difficultés. Si on peut faire quelque chose chez nous, on pourra le faire partout en France ! On s'est engagé ; il ne faut pas nous laisser au milieu du gué. On a des compétences ...

Le pire, c'est de ne rien faire, le deuxième pire, c'est d'enclencher la démarche et d'abandonner le tout. On aura créé du désespoir si la loi n'est pas votée.

Delphine. Le projet nous donne l'espoir d'avancer ; depuis plus de 10 ans je suis au chômage ; ce projet là c'est très très important pour nous.

Denys Cordonnier : « Nicolas, il y a 100 entrepreneurs à Pipriac. Comment on réagit quand on est entrepreneur ? »

Nicolas Cottais - Je suis là parce qu'on est venu me voir en me disant « on va enfin mettre les chômeurs au boulot ». J'avais entendu tous les clichés à propos des chômeurs ; en allant les voir et en discutant avec eux, j'ai entendu des choses différentes. Ce projet crée un cercle vertueux. Il renforce l'économie locale, il améliore la qualité de vie ; d'où mon choix pour participer à ce projet.

Denys Cordonnier : « Comment rejoindre les chômeurs ? Comment contribuez-vous à toucher d'autres demandeurs d'emploi ? »

Charlotte cherche du travail depuis 3ans ; j'ai 22 ans ... ce serait bien que les patrons se fient sur l'expérience des gens plus que leur formation.

Pierrick est demandeur d'emploi depuis plus de deux ans, conducteur routier, magasinier.  
« Logiquement je devrai trouver du travail parce qu'il y a de l'emploi dans ce secteur, mais il y a 4 ans j'ai perdu ma femme dans un accident de voiture et je suis resté avec mes deux enfants. Je suis incapable de travailler plus de 24h/semaine ; la vie n'a plus le même sens qu'avant.

Quand j'ai vu le projet « zéro chômeurs de longue durée », j'ai fait tout mon possible pour participer. Le chômage, on ne le choisit pas, il nous tombe dessus. C'est une chance d'avoir des personnes qui s'occupent de nous ».

Denys Cordonnier : « Vous êtes chef de projet ; quels sont les choses à faire pour commencer. Contacter les employeurs, les chercheurs d'emploi un par un et collectivement, comment ça se passe ? »

Sylvianne Rouffiac. Nous sommes sur 14 communes et sur notre territoire, il y a 4900 habitants et 300 demandeurs d'emploi dont 169 de longue durée. L'industrie est sinistrée ; on a pris le projet sur le triptyque « il y a de l'argent, des volontaires, du travail ». On a rencontré les élus ; certains parmi eux se mobilisent : on est territoire à énergie positive ! ce sont les élus qui ont contacté les demandeurs d'emploi. On a ainsi créé des liens entre politiques et demandeurs d'emploi. Le projet est un projet de territoire et non pas un projet de chômeurs. On a cherché comment mobiliser l'argent sur le territoire ... On n'a qu'un risque, celui de réussir. Ce projet est une perspective de réussite.

Le bouche à oreille a fonctionné. On s'est serré les coudes avec des territoires voisins ; on a créé un échange. 64% des français pensent que les chômeurs pourraient trouver du travail. Mais y a-t-il du travail pour tous ? Nous avons créé un lieu d'échange ; c'est très important ! On doit trouver de nouvelles solutions sur notre territoire. On se rend compte qu'il y aura plus de travail qu'il n'y a de chômeurs dans notre territoire.

Philippe Parmentier. Il n'y a pas de méthodologie toute faite ! Ça fonctionne à partir du bas et c'est ainsi que ça va fonctionner ; c'est grâce à cela qu'on va pouvoir avancer. Nous avons commencé par une présentation au bureau, puis au conseil communautaire qui a décidé de voter des fonds et de recruter une cheffe de projet. On a mobilisé tous les partenaires de l'insertion. La mission locale, la Maison de l'emploi et de la formation ... et on a eu un premier débat. On a continué sur l'implication de la société civile ; on a récupéré des listes de chômeurs de longue durée et on a envoyé 680 invitations (39 communes) et on a fait 22 réunions auxquelles ces chômeurs ont été invités. Nous nous sommes interrogés sur les raisons pour lesquelles on n'a pu réunir que 140 demandeurs d'emploi sur les 680 invitations. Il y a des gens avec des petits boulots qui ne se sont pas sentis concernés. Ce qui est bien ressenti, c'est l'impression forte que ces demandeurs d'emploi ont aujourd'hui un petit rayon de soleil, qu'ils participent à la co-construction d'un projet.

Denys Cordonnier : « Dans ce qui mobilise ensemble, il y a la grève du chômage. De quoi s'agit-il ? »

La grève du travail, c'est de ne pas travailler. La grève du chômage, c'est qu'on va travailler ! On montre qu'il y a une volonté forte de travailler. On va faire ce qu'on ne fait plus, on va

créer une autre économie. Il s'agit de faire des travaux tous ensemble. On fera une simulation de contrats de travail et de création d'une entreprise à but d'emploi. Il faut qu'on tienne dans le temps. Il y a beaucoup d'espoir. On est prêt à partir le 15 octobre, on est dans les starting blocks.

## Questions de l'assistance :

*Est-ce qu'on est dans une expérimentation ou dans la création d'un nouveau dispositif ?  
Pourquoi ne pas chercher à améliorer l'existant ?*

Dans notre pays on a des outils depuis 15 ans et malgré tout cela on a multiplié par 5 le nombre de chômeurs de longue durée. On ne progresse pas. On a fait toutes les analyses sur l'existant ; mais ils ne sont plus en adéquation avec les besoins des chômeurs de longue durée. On veut tester des nouvelles choses ! On ne peut pas rester comme cela. C'est notre mission d'élus locaux de ne pas laisser les gens sur le bord de la route.

Le responsable du projet à Pipriac dit que les gens se sont mobilisés, commencent à se connaître ... En France tout est bien fait mais le système est à bout de souffle, inefficace. Cette expérimentation est une vraie chance de redonner une dignité à ces gens qui n'avaient plus de chance à revenir à un niveau correct. On en a besoin très vite, on a besoin très vite que les députés rendent à ces gens là la dignité.

*La méthodologie. Comment on identifie les besoins, comment on recherche les emplois, quels types d'activités pour quels besoins ?*

Qu'est ce qui a été fait ? Beaucoup de gens ont été interrogés. On leur a demandé leurs besoins, on a listé les tâches non réalisées. On a fait cette demande aux associations : quels sont vos besoins si les budgets étaient illimités ? On a mis en face les compétences.

Donner la parole aux demandeurs d'emploi a été essentiel. On les a laissé parler ; on a pu ainsi définir les bases de l'entreprise, à partir du terrain. On a eu des entretiens ; on a ensuite réuni les gens en collectifs et on les a fait travailler les gens par type d'activité (service à la personne, aux entreprises, environnement). Faire la lecture à des gens qui ne savent plus lire, cultiver les jardins des personnes âgées, entretenir les espaces verts, des chemins ... A Thiers, il ya des tas de bâtiments qui se dégradent parce que les gens n'ont pas les moyens de les entretenir, alors qu'il y a des demandeurs de logement ...

*La gouvernance, le management des entreprises conventionnées à but d'emploi.*

*Quelle représentation des chômeurs ? Peuvent-elles faire de la place à tous les chômeurs ?*

*Quelle place pour les gens très diplômés, pour ceux qui veulent un travail à temps partiel ?*

La diversité des personnes en chômage de longue durée est une richesse ; on a des gens compétents pour l'organisation, la communication ... chacun aura une place.

Cette question est au cœur du projet. Un maquettiste qui fabrique des drones peut il mettre ses compétences dans un emploi ?



Je suis handicapé, mais j'ai des compétences ; ce projet est pour moi une occasion de mettre ces compétences au service de tous sans que mon handicap gêne.

J'ai fait deux CES et j'ai été remis au chômage ; on m'a fait porter des poubelles. Un emploi adapté à nous, c'est important.

- J'ai 58 ans, licencié économique depuis 2ans et demie, ambulancier. On m'a dit que je ne réponds pas au profil qu'on recherche. On se demande si les patrons font confiance à l'expérience. Ce projet m'a tout de suite emballé. Il faut continuer à se battre. La presse sera d'une aide importante, mais aussi tous les partis politiques. Je suis persuadé que ce projet aboutira et je fais confiance à nos élus. On a plein d'espoir dans ce projet et je veux dire à tout le monde qu'il ne faut pas nous abandonner.

Ce qui est révolutionnaire, c'est partir des personnes, et non pas des postes.

Sur la gouvernance il faut rester fidèle à l'esprit du projet, sur le modèle de TAE (entreprise Travailler et apprendre ensemble, à Noisy le Grand-93) d'ATD Quart Monde. Comment on repense l'organisation de travail ? Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif peuvent nous inspirer !

- Pour ceux qui se sentent démunis, il ne faut pas abandonner. Je suis couvreur zingueur, j'ai fait d'autres métiers. il ne faut pas baisser les bras. J'ai un contrat depuis 3 ans de quelques heures par moi. Il faut se tendre la main.

- Conseil départemental de la Nièvre. Nous avons un réseau associatif. On est sur un rapport humanitaire ; au niveau de la culture, de la transmission des identités. Travailler sur l'économie verte. On veut que les retraités puissent être utilisés dans ce projet.

Le problème de la gouvernance de l'entreprise conventionnée à but d'emploi se pose ; elle réunira 500 personnes et il faudra la mettre en place en deux ans ! Une structure associative ne tiendra pas la route ; il faudra un service de ressources humaines, il faudra créer des sous structures.

On a le droit à l'erreur, mais on va essayer de ne pas se planter. Il faut savoir se vendre ; ne pas présenter cela comme un sous produit. Il faut bien soigner la communication.

Les 4 territoires sont plutôt ruraux. Comment aller vers l'urbain ?

Eric Vanhuisse (directeur du bassin d'emploi de la métropole Lilloise) : 45 000 chômeurs, 5 000 chômeurs de plus chaque année. On est dans une région dynamique et on sait qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde. Le marché ne va pas donner du travail à tous le monde. Il

faut inventer autre chose. Est-ce que c'est jouable dans une métropole ? Il faut créer des coalitions où chacun a voix au chapitre.

Deux autres questions : le financement des CDI. Quel modèle économique ? Comment interagissent ces entreprises avec les politiques publiques (est ce qu'on travaille sur les causes ?)

### 15h30 - Conclusion: que retenir de la journée ? Et maintenant ?

Avec les participants et les intervenants

Conclusions dans la salle :

- Je repars chez moi avec de l'espoir. Merci à tous. Ne nous laissez pas tomber et on va gagner !
- Simplifiez le droit du travail ! Quel sera le coût des prestations ? Respect, dignité co construction.
- Je suis impressionné par la rigueur de tous ceux qui ont compris cette logique nouvelle. On n'a pas parlé des freins !
- Mrs les Députés, ne nous laissez pas tomber, votez des fonds assez conséquents
- On investit dans les startups qui font de l'innovation technologiques, investissons dans les startups qui travaillent dans l'innovation sociale !

#### **Alexandre Bonjour : Secrétaire général d'Emmaüs France.**

Impossible de conclure ; je ne me souviens pas d'avoir participé à une réunion sur le chômage longue durée en me disant à la sortie « on va peut être y arriver ».

On devrait attendre la croissance pour trouver une solution ? On est en train de perdre la bataille de l'opinion publique qui pense que les chômeurs sont des assistés, qui considère que la seule logique est de panser les plaies et ne pas s'attaquer aux causes du chômage. Il n'y aurait pas d'autre réponse ? On a du mal à inventer de nouvelles actions. On avait tout pour déprimer.

Aujourd'hui, c'était une journée formidable au cours de laquelle nous avons porté tous ensemble des nouvelles formes de pensée. Ce projet fait le pari de l'homme, un pari avec ceux à qui on ferme la porte. Ce projet fait le pari des bassins de vie, de l'énergie citoyenne et militante. Il fait le pari de l'action : tous ensemble on va y arriver ; il assume des approches alternatives.

Je voudrais signaler 3 points de vigilance.

- Ne pas ramener ce projet dans les cadres existants.
- Ce projet n'est pas une recette miracle. Il ne réussira que si on se mobilise tous.
- On va parler gouvernance, organisation, financement et entreprise. N'oublions pas la place de l'homme, de l'individu ...

On part avec espoir et motivation. On va compliquer votre projet, on va en faire un beau projet d'avenir. Bravo à ceux qui ont porté de projet. Vous me laissez une vraie espérance !



Jean René Marsac,

Dominique Potier,

Laurent Grandguillaume,

Alexandre Bonjour

**Jean René Marsac**, député d'Ille et Vilaine

J'ai beaucoup d'émotion en pensant à ce projet. Régénérer la dynamique territoriale, c'est essentiel. Cette logique d'expérimentation permet l'ouverture, permet l'incertain. Il faut être très au point sur la régulation, sur le portage avec des regards extérieurs pour que la dynamique fabrique de l'emploi !

**Dominique Potier** (député Toul, agriculteur).

On a commencé à parler de l'indignation ; ce qui m'a frappé c'est la fierté des personnes qui veulent être acteurs, la diversité des acteurs qui participent à cette aventure. La refondation républicaine ne fera pas l'impasse du combat contre le *chômage*. Il y a une dynamique des droits et des devoirs ; il faut lutter contre l'indolence. L'effort va produire la justice. Contre l'assistanat civique, je ne crois pas à une France de consommateurs

3 remarques :

- Je me méfie de l'adaptation des emplois aux compétences. Il faut une adaptation réciproque. Ne donnons pas l'illusion du sur-mesure pour chacun.
- Ne reproduisons pas une technostructure ; jouons la simplicité,
- Appuyons nous sur les compétences existantes.

Face aux élans de générosité qui peuvent nous mettre mal à l'aise. 20 députés « de toutes les sensibilités » sont passés au cours de cette journée. L'expérimentation sera permise par la loi. Elle ne résoudra pas les problèmes. Il faut rappeler *les étapes* : 10 territoires qui défrichent, 100 territoires qui expérimentent. Ne soyons pas des marchands d'illusion. On embarque pour les Indes et on va peut être découvrir l'Amérique. On aura rompu avec la fatalité d'une croissance qui ne vient pas. On aura réalisé la transition d'un modèle économique, on sera « entré dans un monde fini avec un désir infini » comme dit Daniel Cohen.

C'est le combat de la dignité humaine, contre le désœuvrement. On doit créer des nouveaux indicateurs de développement. On remet en cause nos modes de vie.

J'ai demandé à la présidente d'ATD Quart monde « Quel est le secret des militants qui gagnent 3 sous et qui ont la banane de façon extraordinaire ». Ce sont des hommes libres. Mon père était paysan ; il travaillait fort. Il traçait droit son sillon, mais ma mère disait qu'il ne savait pas ce qu'il y avait sur son compte (*en banque*). Il était détaché !

**Laurent Grandguillaume** (député de la Côte d'Or)

Ce projet est notre projet. Il faut que cette proposition soit votée et qu'elle soit appliquée. Le diable se cache dans les détails. On a les chances d'aboutir, mais il y a des résistances. On va essayer de convaincre des députés d'autres groupes. Je travaillais dans une association « citoyenneté 2000 ». Il faut que ce projet aboutisse et ne pas abandonner en chemin ceux qui travaillent sur ce projet. Il faut que vous continuiez à apporter vos contributions écrites. Merci pour votre participation ! Continuons de travailler ensemble.

### 16h - Fin du colloque

